



COMITE D'ETHIQUE ET DE DEONTOLOGIE (CED)

Séance du Jeudi 15 février 2024

Ordre du jour :

- **Saisine par Monsieur Marc DEBERGHES, Président de la Ligue Nouvelle Aquitaine de Natation.**

Présents :

- | | |
|---------------------------------|-----------|
| - Monsieur Dominique CONTENSOUX | Président |
| - Monsieur Simon DUFOUR | Membre |
| - Monsieur Baptiste HUON | Membre |

Excusés :

- | | |
|------------------------------|--------|
| - Madame Pierrette ABRAVANEL | Membre |
| - Monsieur Michel BILLARD | Membre |
| - Monsieur Jordan COELHO | Membre |
| - Monsieur François PRIZAC | Membre |

Absents :

- | | |
|--------------------------------|--------|
| - Madame Fatiha EL MASAUDI | Membre |
| - Madame Sylvie LE NOACH BOZON | Membre |

Assistent :

- | | |
|-----------------------------|---------------------------------|
| - Madame Magali TAPRET | Secrétaire de séance |
| - Monsieur Antoine FONTAINE | Responsable juridique de la FFN |
| - Monsieur Allan TYMEN | Juriste de la FFN |

I- RAPPEL DES FAITS

Conformément à l'article VI du règlement du Comité d'Éthique et de déontologie de la FFN, le CED peut « être saisi par le Comité Directeur de la FFN et par les Présidents et/ou comités directeurs des Ligues régionales ».

Dans un premier temps, Monsieur DEBERGHES, Président de la Ligue de Nouvelle Aquitaine de Natation a saisi le CED par un courriel en date du 29 septembre 2023, adressé au Président de la FFN, Monsieur SEZIONALE.

Dans ce courriel, Monsieur DEBERGHES explique que Monsieur PERSIGANT, Président du Comité Départemental de Charente Maritime (CD17) jusqu'au mois de novembre 2023, s'approprie des biens qui appartiennent à la Ligue, pour l'usage de son comité.

Il est important de préciser que Monsieur PERSIGANT était également le Président du Comité régional Poitou-Charentes de Natation jusqu'au 1er janvier 2017 (date de fusion des ligues).

Au soutien de ses accusations, Monsieur DEBERGHES produit un certain nombre de pièces jointes à son courriel.

Il ressort des documents et du courriel que :

- ✓ Le Comité directeur du Comité Régional Poitou-Charentes de Natation réuni le 14 février 2015 aurait donné l'autorisation à Monsieur PERSIGANT de contracter un emprunt pour acheter du matériel de chronométrage ;
- ✓ Le matériel a bel et bien été acheté par le comité régional au cours du dernier trimestre 2016 et l'emprunt souscrit ;
- ✓ Le Comité Départemental Charente Maritime louerait désormais ce matériel aux clubs qui en font la demande.

A noter que l'emprunt souscrit aurait donc été remboursé par le Comité Régional Poitou-Charente de mai 2015 à décembre 2016 et depuis cette date par la Ligue Nouvelle-Aquitaine jusqu'en avril 2020.

Dans un second temps, Monsieur PERSIGANT, présente sa version des faits au CED par un courriel du 7 novembre 2023 avec un certain nombre de documents à l'appui.

Les pièces transmises par Monsieur PERSIGANT détaillent les décisions prises par le Bureau de la Ligue à son encontre, depuis le début d'année 2023.

Monsieur PERSIGANT souligne son incompréhension quant à l'attitude du représentant de la Ligue à son encontre et met à disposition des services de la FFN différentes pièces détaillant les raisons de l'achat puis de la mise en réforme du matériel litigieux.

Monsieur PERSIGANT explique en outre ne pas comprendre pourquoi la Ligue souhaite se voir restituer le matériel et le stocker dans un autre lieu alors que l'étendue territoriale de la Ligue est mise en avant tout comme les frais de transports y afférant pour tout déplacement entre la « partie Nord » et la « partie Sud » de la région et que le matériel est utilisé localement.

Monsieur DEBERGHES, Monsieur PERSIGANT et Madame MAROLEAU ont été convoqués à la séance du CED du 15 février 2024, par courriel en date du 29 janvier 2024.

II- AUDITION DE MONSIEUR DEBERGHES, PRESIDENT DE LA LIGUE NOUVELLE-AQUITAINE DE NATATION

Il ressort de l'audition de Monsieur DEBERGHES par le CED que, selon ses propos :

- Lors de la réforme territoriale, les comités régionaux de Natation Poitou-Charentes, Limousin et Aquitaine ont fusionné le 1er janvier 2017 pour devenir la Ligue Nouvelle Aquitaine de Natation avec pour conséquence la mise en commun des matériels acquis et détenus par ces trois comités régionaux ;
- En raison de l'étendue du territoire de la Nouvelle Aquitaine le matériel de chronométrage a été réparti sur plusieurs sites (Agen, Limoges, Poitiers, Bayonne et La Rochelle) afin de réduire les coûts de transport sur les compétitions de proximité géographique ;
- La ligue Nouvelle Aquitaine estimant que du matériel utilisé par le CD 17 lui appartient a sollicité sans succès par courrier et courriel le CD 17, par l'intermédiaire de son Président de l'époque, Monsieur PERSIGANT, afin que ce matériel lui soit restitué, ;
- La Ligue Nouvelle Aquitaine a constaté via la production de factures du CD 17, que ce matériel a été loué à des clubs dans le cadre de compétitions ;
- Concernant le matériel dit « réformé » par le CD 17, Monsieur DEBERGHES s'interroge sur des ordinateurs achetés en 2015 et 2016 et réformés dès 2017 ; ces matériels réformés étant toujours utilisés par le CD 17 ;
- Malgré les multiples tentatives de règlement amiable du litige et les invitations de la ligue à discuter afin de s'entendre sur l'utilisation commune du matériel, Monsieur PERSIGANT a, par son inertie, empêché la tenue de ces réunions ;
- La ligue Nouvelle-Aquitaine considère que les agissements de Monsieur PERSIGANT font obstacle au bon développement de la discipline sur le territoire en s'opposant à mettre le matériel à disposition de la ligue depuis une à deux années ;
- La ligue Nouvelle Aquitaine a souhaité savoir quelle action elle pouvait entreprendre afin de récupérer le matériel conservé et stocké par Monsieur Jimmy PERSIGANT ;
- Le matériel concerné a fait l'objet d'un emprunt contracté par le Comité Régional Poitou-Charentes en 2015 et a continué à être réglé par la Ligue Nouvelle Aquitaine après la fusion à compter du 1er janvier 2017, jusqu'en 2020 ;
- La ligue souhaite que le matériel soit mis à sa disposition au profit et dans l'intérêt des clubs locaux et des départements limitrophes.

III- AUDITION DE MONSIEUR PERSIGANT, ANCIEN PRESIDENT DU COMITE DEPARTEMENTAL DE CHARENTE MARITIME DE NATATION

Il ressort de l'audition de Monsieur PERSIGANT par le CED que, selon ses propos :

- Monsieur Jimmy PERSIGANT a été Président du Comité Poitou Charentes de Natation durant trois mandats jusqu'à la fusion en 2017 et Président du Comité Départemental de Charente-Maritime ;
- La problématique du matériel est subitement apparue en avril 2023 avec une demande d'inventaire du matériel de la part de la ligue Nouvelle Aquitaine, dans l'optique de sa répartition au travers de tout le territoire régional ;
- Dans un PV de Codir de la ligue de mai 2023, Monsieur Marc DEBERGHES a fait état de son souhait de rencontrer Monsieur PERSIGANT, mais ne l'a jamais contacté directement ;

- Monsieur PERSIGANT déclare par ailleurs avoir fourni tous les documents demandés à Monsieur DEBERGHES ;
- Par courriel du 1^{er} septembre 2023 Monsieur PERSIGANT a indiqué que le matériel pouvait sans difficulté être mis à disposition pour des rendez-vous sportifs organisés sur le CD 17 afin d'éviter des déplacements de matériel trop importants et coûteux ;
- Dans le PV du Comité Directeur de la Ligue en date du 23 septembre 2023, la situation du matériel dans les territoires de la Ligue a été abordée et seul le CD 17 a été évoqué. Il est également mentionné que la ligue a décidé de saisir le CED de la Fédération Française de Natation ; ce PV a été soumis à validation électronique la semaine suivante et remis à l'ordre du jour du Comité Directeur de la ligue le 13 janvier 2024 pour une nouvelle validation ; il a été demandé notamment à certaines personnes de justifier leur vote contre ou leur abstention.
- Le matériel stocké en Charente Maritime, à la Rochelle et à Rochefort, a été réformé en 2015, notamment les plaques de touche qui avaient 38 ans. Ces plaques ont été réparées par le CD 17 et remises en service. Ce matériel étant hors service, Monsieur PERSIGANT, sur les conseils qu'il dit avoir reçus à l'époque, pensait qu'il ne faisait plus partie du patrimoine ;
- Aucun vote d'un organe de direction de la ligue Poitou-Charentes n'a attribué le matériel réformé à un comité départemental spécifiquement ;
- Le PV de fusion des ex-régions ne comporte aucun inventaire de matériels ;
- Le CD 17 met à disposition des clubs de son territoire du matériel contre rémunération (tout comme le fait la Ligue Nouvelle-Aquitaine), à hauteur de 100 € par demi-journée ;
- Les sommes perçues dans le cadre d'une mise à disposition de matériel ont par ailleurs été remboursées à tous les clubs concernés par le CD 17 ;
- Monsieur PERSIGANT fait état des matériels mis à disposition à sa connaissance dans les clubs et départements de Nouvelle Aquitaine, en Haute-Vienne (Limoges), en Corrèze (Brive), au club d'Agen, en Pyrénées Atlantiques (Bayonne), en Dordogne, en Lot-et-Garonne, en Gironde, en Vienne et en Charente-Maritime ; soit un total de 98 plaques, 11 systèmes de chronométrage et 11 panneaux d'affichage répartis sur le territoire de Nouvelle Aquitaine. Le matériel de la ligue est stocké à Agen, dont 33 plaques de touche ;
- Monsieur PERSIGANT confirme qu'aucun matériel n'est entreposé chez lui ni au domicile de sa compagne. Le matériel est stocké au club de Rochefort et à la piscine de la Rochelle. Les plaques ont été stockées à son domicile durant une période afin de les faire réparer mais sont bien actuellement à la piscine de la Rochelle.

IV- AUDITION DE MADAME VANESSA MAROLEAU, PRESIDENTE DU COMITE DEPARTEMENTAL DE CHARENTE MARITIME DE NATATION

Madame Vanessa MAROLEAU expose sa version des faits et répond aux demandes de précisions des membres du CED.

Il ressort de l'audition que :

- Madame MAROLEAU faisait partie du Comité régional Poitou Charentes avant la fusion. Elle fait partie du Comité départemental de Charente Maritime de Natation depuis 2009, dont elle est actuellement la Présidente depuis la démission de Monsieur PERSIGANT en novembre 2023 ;

- L'ensemble des clubs du CD 17 a demandé lors de l'Assemblée Générale de la ligue Nouvelle Aquitaine de novembre 2023 à rencontrer Monsieur PERSIGANT pour avoir des explications et pour obtenir sa démission du CD 17 ;
- Monsieur PERSIGANT n'a pas souhaité être présent lors de cette AG ;
- Du matériel a été acquis par le Comité Poitou Charentes et avant la fusion ce matériel a été réformé. Il a été conservé par le CD 17, Monsieur PERSIGANT se chargeant de la réparation et les sommes nécessaires à celle-ci ayant été acquittées par le CD 17 ;
- Depuis la fusion, le matériel a été utilisé par le CD 17 jusqu'il y a quelques mois où Monsieur PERSIGANT est entré en conflit avec la ligue Nouvelle Aquitaine qui souhaite récupérer ce matériel dont elle estime être le légitime propriétaire ;
- Monsieur PERSIGANT dit avoir effectué des dépenses au titre du CD 17 pour la remise en état des plaques de chronométrage et que ce matériel appartient donc au CD 17 ;
- Le CD 17 confirme ne pas disposer à ce jour du matériel puisque celui-ci se trouverait au domicile de Monsieur PERSIGANT et Madame MAROLEAU n'a plus aucun contact avec Monsieur PERSIGANT ;
- Un seul matériel se trouve à Rochefort et si du matériel se trouve à la piscine de la Rochelle, le CD 17 n'est pas au courant ;
- Madame MAROLEAU souhaite d'une part le rétablissement du dialogue et de relations normales avec la ligue, sans désavantager les clubs, d'autre part la remise au CD 17 de tout le matériel concerné par le litige.

IV- DECISIONS

Au vu de l'ensemble de ces éléments et des trois auditions, le Comité d'Ethique et de Déontologie :

1°) Rappelle que sa saisine par Monsieur DEBERGHES ne porte que sur le matériel de chronométrage et que, par ailleurs, cette saisine aurait pu être levée selon le plaignant lui-même (cf. PV du Comité Directeur du samedi 23 septembre 2024 – point n°4) si le matériel incriminé lui avait été restitué comme il l'avait demandé,

2°) Estime que cette saisine visait Monsieur PERSIGANT dans les décisions qu'il a prises en sa qualité de Président du CD 17, fonction qu'il a décidé de quitter de lui-même, et non pour d'éventuelles fautes commises dans d'autres fonctions fédérales,

3°) Indique qu'à aucun moment, il n'a été relevé de manœuvres visant à un enrichissement personnel liées aux irrégularités visées,

4°) Estime qu'aucun élément probant n'a été produit remettant en cause le bien-fondé de la réforme d'un matériel de chronométrage âgé de plus de 38 ans au moment des faits, même si le fait qu'il ait pu être finalement, dans des conditions de transparence non élucidées et non satisfaisantes, réparé et réutilisé, au bénéfice des clubs du CD 17, peut légitimement interroger,

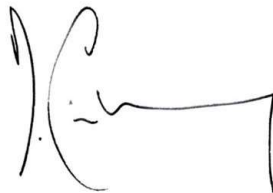
5°) Recommande la remise immédiate en mains propres par Monsieur Jimmy PERSIGANT du matériel réformé à Madame Vanessa MAROLEAU, Présidente, et au comité directeur départemental de Charente-Maritime qui, après avoir déterminé avec l'aide technique et juridique des services de la Fédération ce qui lui appartient

au titre de la dévolution du matériel réformé et ce qui appartient à la ligue régionale qui a réglé le solde de l'emprunt souscrit conformément au traité de fusion, décidera collégalement de son usage et de son stockage en bonne intelligence avec la ligue régionale de Natation de Nouvelle Aquitaine ;

6°) Recommande l'élaboration et la diffusion par la FFN auprès de ses organes déconcentrés d'une circulaire susceptible de les aider dans la procédure de réforme de quelque matériel que ce soit et sa dévolution à un tiers, surtout si celui-ci a partie liée avec l'autorité qui décide de cette réforme. C'est dans l'esprit, sinon dans la lettre, de l'obligation qui est faite au comité directeur d'informer son assemblée générale des contrats le liant à l'un de ses membres. Ce formalisme relatif à la réforme du matériel, à la motivation de celle-ci, et à sa dévolution doit, notamment, prévoir l'appel préalable à manifestation d'intérêt, puis la collégialité et la publicité de la décision. De même que la répartition du matériel, qui relève de la responsabilité de son ou de ses propriétaires légaux - c'est-à-dire à due proportion de la part prise dans son acquisition, en l'occurrence la ligue régionale ou le comité départemental, doit également faire l'objet d'une décision prise collectivement dans l'intérêt bien compris des clubs, des compétitions et des licenciés comme la ligue de Nouvelle Aquitaine et le Comité départemental de Charente Maritime en ont tous deux exprimé la volonté.

Aucune autre question n'est soulevée.

La séance est levée à 14 heures 00.



Dominique CONTENSOUX
Président du Comité d'éthique et de déontologie